



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

26 JUIN 2014

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CD

**Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral
de mise en demeure du 19 avril 2013 concernant
le Parc zoologique de LILLE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Commandeur de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 octobre 1996 autorisant l'ouverture du parc zoologique municipal à LILLE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2004 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 avril 2013 ;

VU le dossier du 28 mars 2013 déposé afin de déclarer l'évasion d'un gibbon ;

VU le dossier du 20 décembre 2013 déposé afin de déclarer les modifications apportées à l'établissement et les mises à jour du règlement de service, du plan de secours (prévus par les articles 2 et 3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé) et les procédures écrites qui fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 24 avril 2014 duquel il ressort que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 avril 2013 susvisé ne sont pas observées par l'exploitant ;

CONSIDERANT que la surveillance des animaux n'est toujours pas réalisée par un titulaire d'un certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux non domestiques ;

CONSIDERANT que les travaux nécessaires à la remise en conformité des ouvrages de collecte des effluents n'ont pas été effectués ;

CONSIDERANT que, devant l'ampleur de ces travaux, il est nécessaire d'accorder un délai supplémentaire pour sa réalisation ;

CONSIDERANT que la déclaration des modifications apportées à l'installation classée autorisée est incomplète ;

CONSIDERANT que la déclaration d'accident et que les mises à jours du règlement de service, du plan de secours (prévus par les articles 2 et 3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé) et les procédures écrites qui fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ont été effectuées par l'exploitant ;

CONSIDERANT que le registre des accidents est désormais rédigé ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de proroger la mise en demeure afin de poursuivre la remise en conformité de l'installation classée exploitée ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

ARRETE

Article 1

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2013 susvisé est modifié comme suit :

« Madame le Maire de Lille, exploitante du PARC ZOOLOGIQUE DE LILLE situé avenue Mathias Delobel, 59800 LILLE, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

- faire exercer la surveillance des animaux par un agent titulaire d'un certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux non domestiques prévu par l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé au plus tard le 30 novembre 2014 ;
- compléter la déclaration des modifications apportés aux installations exploitées du 20 décembre 2013 susvisée en joignant les éléments d'appréciation de ces modifications conformément à l'article R512-33 du code de l'environnement au plus tard le 30 septembre 2014 ;
- déposer un échéancier des études et des travaux nécessaires pour traiter les eaux résiduaires rejetées au plus tard le 31 juillet 2014 ;
- réaliser les travaux nécessaires pour traiter les eaux résiduaires rejetées au plus tard le 30 avril 2015 ;

Article 2

Faute de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, de sanctions administratives prévues par le livre I du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours au tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification
- par les tiers dans un délai d'un an pour à compter du jour de son affichage.

Article 4

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

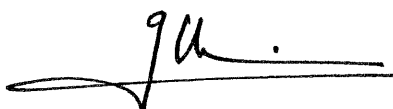
- au Maire de LILLE ;
- à la Directrice Départementale de la Protection des Populations du Nord chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers :

un exemplaire du présent arrêté sera affiché en mairie de LILLE pendant une durée minimum d'un mois ;
procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 26 JUIN 2014

Le préfet,
Pour le préfet
Le secrétaire général adjoint


Guillaume THIRARD

